



Changements systémiques

pour la promotion de la vie

SagesPratiques.ca

Introduction

Il est reconnu qu'au chapitre de la promotion de la vie et de la prévention du suicide, les approches harmonisées qui tiennent compte de la culture et de la communauté sont les plus prometteuses. Les approches qui reconnaissent les impacts des traumatismes historiques et de certaines formes de racisme et d'oppression colonialiste sur les jeunes des Premières Nations sont des approches essentielles, de même que celles qui misent sur les forces vives de la communauté. Une action concertée entre les Premières nations, les fournisseurs de services, les dirigeants gouvernementaux, les bailleurs de fonds, les porte-paroles et les décideurs politiques est nécessaire pour redresser les déséquilibres sociaux, éducatifs et de santé qui désavantagent les jeunes des Premières Nations.

Des changements systémiques sont nécessaires pour promouvoir et soutenir le bien-être individuel, familial et communautaire. Ces changements incluent des changements sociaux, politiques et économiques (c'est-à-dire au niveau du système). Éliminer les obstacles et les inégalités systémiques (et autres difficultés d'accès aux ressources), s'attaquer à l'histoire colonialiste du Canada et créer les conditions propices à l'épanouissement des jeunes des Premières Nations est une responsabilité collective.

Cette section s'adresse principalement aux personnes qui occupent des postes de décision et qui souhaitent réduire les difficultés liées aux services et bonifier tout le travail qui s'accomplit déjà dans nombre de communautés des Premières nations.

Les recommandations suivantes sont des exemples de sécurité culturelle autochtone en action. La sécurité culturelle, c'est « un résultat fondé sur un engagement respectueux qui reconnaît les déséquilibres de pouvoir inhérents au système de santé et s'efforce de les redresser. Il en résulte un environnement exempt de racisme et de discrimination, où les gens se sentent en sécurité lorsqu'ils reçoivent des soins de santé » (BC's First Nations Health Authority, n.d.).

La sécurité culturelle, c'est donc à la fois un processus et un produit. C'est à la fois une façon de faire les choses et le résultat d'actions collectives, systémiques et interpersonnelles. Voilà pourquoi nous ne présentons pas la sécurité culturelle comme étant une activité indépendante, mais considérons qu'elle est un engagement éthique et un ensemble d'actions interdépendantes. Nous espérons que le fait de voir la sécurité culturelle en tant que fil conducteur qui unit ces recommandations réduira la probabilité de poursuivre une approche fragmentée des changements systémiques. Nous avons répertorié sept recommandations pertinentes pour **les responsables des politiques et des pratiques, y compris les bailleurs de fonds**, fondées sur les travaux de Goodkind et al. [1] Ces recommandations se concentrent sur des approches politiques qui peuvent (a) promouvoir la guérison et restaurer la confiance après le colonialisme, et (b) aborder les inégalités actuelles dans les services offerts aux jeunes des Premières Nations, et suggérer que la confiance soit le principe directeur qui traduise l'essence de ce travail; une confiance s'appuyant sur :

- **Les faits** concernant le traumatisme historique et les inégalités actuelles qui ont un impact sur la santé mentale et le bien-être des jeunes Autochtones et de leurs familles.
- **La réaction** des jeunes Autochtones et de leurs familles vis-à-vis des enjeux et des besoins répertoriés.
- **La compréhension** de l'efficacité des pratiques de guérison autochtones traditionnelles et des enseignements culturels en matière de promotion du mieux-être et de la vie.
- **L'autodétermination** des jeunes et de leurs familles en ce qui a trait à l'accès aux services liés à la santé et aux interventions en matière de comportement.
- **La transformation** des individus, des familles, des communautés, des systèmes de soins et des structures sociales.

Voici un sommaire des recommandations pertinentes proposées par Goodkind et al, adaptées au contexte canadien :

RECOMMANDATION 1

Développer des mécanismes de remboursement pour les guérisseurs traditionnels

La guérison traditionnelle qui englobe le mieux-être spirituel, émotionnel, mental et physique est une pratique valorisée par les communautés des Premières Nations depuis des temps immémoriaux. De nombreuses recherches suggèrent également que lorsque les jeunes ont accès à leurs enseignements culturels et spirituels et à leurs pratiques inspirées de l'eau et du territoire, les communautés enregistrent de meilleurs résultats de santé au fil du temps. En dépit de ces bons résultats, les politiques et les structures de financement sont encore essentiellement élaborées selon un modèle occidental de soins davantage axé sur les individus et dirigé par des spécialistes et, du coup, moins holistique ou harmonisé. À titre d'exemple, le [Cadre du continuum des services de mieux-être mental pour les Premières Nations](#) a introduit les Équipes de mieux-être mental, « un modèle efficace pour établir des relations qui appuient la collaboration en matière de prestation de services avec les provinces et les territoires et les fournisseurs de services culturels, cliniques et communautaires » (p. 27).

RECOMMANDATION 2

Mettre l'accent sur les pratiques fondées sur des données probantes plutôt que sur les preuves fondées sur la pratique

Au lieu de mettre en œuvre des pratiques qui s'appuient uniquement sur une gamme étroite de méthodologies de la recherche ou qui s'inspirent uniquement de pratiques importées d'ailleurs, il est essentiel que les décideurs politiques et les bailleurs de fonds soutiennent ce qui fonctionne déjà dans les communautés et qu'ils apprennent d'elles en fonction de leurs propres systèmes de connaissances et d'expériences autochtones. Le concept de sages pratiques reconnaît qu'un modèle uniforme de meilleures pratiques n'est pas toujours souhaitable ni efficace.

RECOMMANDATION 3

Exiger que les systèmes de santé tiennent compte des réalités actuelles des jeunes des Premières Nations

Toute forme de soutien offert, y compris le financement, doit être réaliste et prendre en compte les déterminants sociaux de la santé des communautés des Premières Nations, comme le logement, l'eau potable, l'emploi et l'éducation. Le [Cadre du continuum des services de mieux-être mental pour les Premières Nations](#) reconnaît qu'un « financement amélioré et souple » constitue un élément essentiel du soutien au mieux-être mental des communautés des Premières Nations. On y trouve également un compte rendu plus détaillé de certains obstacles logistiques et pragmatiques auxquels sont confrontées les communautés rurales, éloignées et du Nord. Reconnaître et tenir compte de leurs « réalités géographiques, économiques et administratives particulières » est essentiel, et peut mener à l'amélioration d'approches déterminées localement, comme des initiatives en télésanté ou inspirées du territoire (p. 30).

RECOMMANDATION 4

Subventionner les programmes qui associent prévention et traitement

Lorsque le traitement en santé mentale est offert sans tenir compte des initiatives de prévention qui favorisent l'épanouissement individuel et communautaire, on peut passer à côté d'importantes occasions de renforcer la résilience individuelle et communautaire. Le Cadre du continuum des services de mieux-être mental pour les Premières Nations préconise la prévention en tant que démarche holistique et multifacettes pour soutenir les gens tout au long de leur vie et favoriser un sentiment d'appartenance, la recherche de sens et l'espoir. Il est important d'ancrer ce travail dans la culture, comme il est tout aussi important de veiller à ce qu'il provienne des commentaires et besoins indiqués par ceux-là mêmes à qui il s'adresse.

Le [Cadre du continuum des services de mieux-être mental pour les Premières Nations](#) préconise une approche en matière de soins qui tient compte des traumatismes subis « ... la douleur mentale et émotionnelle continue de faire partie de la vie de beaucoup de personnes qui ont vécu des événements traumatisants » (p. 48); elle sert également à éviter de traumatiser de nouveau les individus. « Ces connaissances les rendent [les intervenants] plus sensibles – ils perçoivent alors le traumatisme comme une blessure – et plus compatissants – ils donnent la priorité à la sécurité, au choix et au contrôle au cours du rétablissement des survivants de traumatismes » (p. 49). En outre, les [« Appels à l'action »](#) issus de la Commission de vérité et réconciliation demandent « un financement à long terme pour les besoins des centres autochtones, nouveaux et de plus longue date, voués au traitement de problèmes de santé physique, mentale, émotionnelle et spirituelle avec lesquels doivent composer les Autochtones et qui découlent de leur expérience dans les pensionnats » (p. 3).

RECOMMANDATION 5

Reconnaître et soutenir les guérisseurs traditionnels, les intervenants culturels et les aînés en tant que fournisseurs de services

De nombreuses communautés rurales, éloignées et du Nord sont confrontées à une pénurie de fournisseurs de services accrédités. Actuellement, des personnes qui parlent leur langue traditionnelle locale et fournissent des soins et des services culturellement appropriés ne sont pas reconnus par les organismes de réglementation professionnelle. Les gardiens du savoir, y compris les aînés, pratiquent les cérémonies de guérison par « brossage », les purifications, les enseignements et de nombreux autres aspects essentiels des soins ancrés dans la culture. Cela contribue de façon importante à de meilleurs résultats et, bien entendu, nombre de personnes et de familles préféreront des services émanant de leurs propres communautés et systèmes de connaissances car ils promeuvent la dignité et un sentiment d'appartenance.

Rémunérer convenablement les aînés et les autres guérisseurs traditionnels signifie généralement leur fournir une compensation monétaire équitable pour services rendus; cependant, dans certaines circonstances, il peut être inconvenant de le faire. Selon le document de discussion du Conseil des aînés de l'Assemblée des Premières Nations, cela peut signifier faire des offrandes non monétaires et pourvoir aux divers besoins des aînés et des guérisseurs traditionnels d'autres façons afin qu'ils ne manquent pas de nourriture, de chauffage ni d'autres produits et confort essentiels. Cela peut prendre la forme de cadeaux (comme du tabac ou des couvertures); notamment, le paiement de leurs frais de voyage, de cérémonie (tels que du matériel), de soins personnels continus pour les guérisseurs ou le coût des médicaments. En fin de compte, l'important est de respecter les protocoles particuliers en place. (p. 13)

Dans chacune des sections des [« Appels à l'action »](#) de la Commission de vérité et réconciliation du Canada, les connaissances et pratiques autochtones sont mises en valeur (relativement au bien-être de l'enfant, la santé, la justice et l'éducation).

Reconnaître les conséquences des inégalités structurelles et des politiques colonialistes sur la vie des enfants des Premières Nations et des familles impliquées dans le système de protection de l'enfance

La Commission de vérité et réconciliation a mis en lumière les injustices historiques des pensionnats indiens au Canada. Plus récemment, le gouvernement canadien a reconnu publiquement l'impact dévastateur de ce qu'on appelle souvent la « rafle des années soixante » sur les enfants et les familles autochtones. Cependant, le système actuel de protection de l'enfance continue, au nom de la protection, de retirer les enfants autochtones de leur famille à un taux beaucoup plus élevé que celui des familles non autochtones. Lorsque mis en contexte, le retrait des enfants de leur foyer est une pratique qui avec le temps coupe systématiquement la relation qu'ont les enfants des Premières Nations avec leur famille, leur territoire, leur langue et leur culture, ce qui peut avoir de graves répercussions sur les efforts de promotion de la vie.

Gerlach, Browne, Sinha et Elliot² proposent des changements de politique précis pouvant améliorer la qualité des programmes d'aide préscolaire aux enfants des Premières Nations; notamment :

- Investir dans des programmes d'aide préscolaire accessibles à tous les enfants autochtones.
- Élaborer et investir dans un cadre politique qui puisse aider les travailleurs sociaux préposés à la protection de l'enfance à fournir des services préventifs, en particulier aux familles vivant dans la pauvreté.
- Planifier stratégiquement pour répondre au nombre croissant de renvois aux programmes autochtones de développement de la petite enfance au Canada. (Voir par exemple, le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones).
- Investir dans la formation de tous les travailleurs en développement de la petite enfance et des travailleurs sociaux qui travaillent avec les enfants et les familles autochtones pour en apprendre davantage sur les traumatismes historiques et leurs répercussions sur les relations parents-enfants.

Recueillir des données afin de se faire une idée plus juste de la taille des dossiers de cas individuels des travailleurs sociaux et du nombre de familles « impliquées au ministère », afin de pouvoir aborder ces questions structurelles ou organisationnelles de façon réaliste.

Faire le suivi des excuses du gouvernement fédéral par des actions concrètes with concrete actions

Au Canada, les « Appels à l'action » de la Commission de vérité et réconciliation s'adressent directement à tous les paliers de gouvernement pour un changement de politique qui rende mieux compte de ce moment de l'histoire et y réagisse davantage. Les répercussions de la colonisation continuent de se faire sentir dans notre société et en changer le cours est une responsabilité collective.

Le [Guide d'intervention](#) pour la promotion de la vie de ce site Web propose des moyens d'action concrets qui peuvent constituer une importante réaction collective aux excuses prononcées par le gouvernement fédéral en 2010. Au fur et à mesure que diverses parties concernées se familiarisent avec le Guide d'intervention, les exigences de financement et les décisions politiques peuvent s'aligner davantage sur le travail que les communautés s'efforcent d'accomplir.

Outre les recommandations ci-dessus destinées aux responsables des politiques et des pratiques, Irvine, Kitty et Pেকেles³ proposent les mesures concrètes ci-après pouvant être prises par les fournisseurs de services qui travaillent dans le contexte canadien. Encore une fois, nous pouvons constater l'engagement en faveur de la sécurité culturelle décrit ci-dessus, dans les recommandations suivantes :

- **Se renseigner** sur les cultures et la diversité des peuples autochtones, les réalités historiques et les influences négatives de la colonisation et de l'expérience des pensionnats indiens.
- **Comprendre** le désespoir et les difficultés des enfants, des jeunes et des familles autochtones, ainsi que la force de la culture et de l'identité qui les aide à surmonter ces difficultés et à se réconcilier avec la vie.
- **Reconnaître** la résilience des peuples autochtones et l'importance de la culture, de la famille, de la communauté et de l'autodétermination pour la guérison des enfants et des jeunes.
- **Communiquer** efficacement en pratiquant l'écoute active et en fournissant des explications aux patients, familles et communautés en utilisant un niveau de langage et de connaissances approprié.
- **Soutenir** le rôle important du développement de la petite enfance et des compétences parentales dans le contexte de la famille, de la culture et de la communauté, et favoriser la contribution essentielle des pères, mères, tantes, oncles et grands-parents.
- **Collaborer** avec les membres de l'équipe de soins multidisciplinaires, les leaders communautaires et les familles autochtones pour favoriser le changement au sein des communautés, en mettant à profit les valeurs et les forces des communautés et en les renforçant. Cela peut amener des solutions plus adaptées et durables qui soient culturellement favorables et pertinentes au niveau local.
- **Plaider** en faveur d'un financement, de ressources et de services suffisants pour lutter contre les inégalités en matière de santé, d'éducation et les disparités sociales envers les enfants et les jeunes autochtones du Canada en soutenant le Principe de Jordan, le Rêve de Shannen et d'autres campagnes (comme #wematter)

Comprendre la façon dont les politiques et les pratiques sont liées au niveau du système peut nous aider à créer collectivement les conditions qui favorisent la sécurité culturelle et, partant, à appuyer et à favoriser de sages pratiques pour la promotion de la vie dans les collectivités des Premières Nations.

¹ Goodkind, J.; Ross-Toledo, K.; John, S.; Hall, J. L.; Ross, L.; Freeland, L.; Coletta, E.; Becenti-Fundark, T.; Poola, C.; Begay-Roanhorse, R.; & Lee, C. (2010). Promoting healing and restoring trust: Policy Recommendations for Improving Behavioural Health Care for American Indian/Alaska Native Adolescents. *American Journal of Community Psychology*, 46, 386-394.

² Gerlach, A.; Browne, A.; Sinha, V.; & Elliot, D. (2017). Navigating structural violence with Indigenous families: The contested terrain of early childhood intervention and the child welfare system in Canada. *The International Indigenous Policy Journal*, 8(3), 1-21.

³ Irvine, J.; Kitty, D.; & Pেকেles, G. (2012). Healing winds: Aboriginal child and youth health in Canada. *Pediatric Child Health*, 17(7), 364.